

## "Perspectives fédéralistes européennes" dans Cahiers du Monde nouveau (Décembre 1949)

**Légende:** En décembre 1949, la revue française Cahiers du Monde nouveau publie le texte d'une conférence faite à Strasbourg, lors de la session de l'Assemblée européenne, par Henri Brugmans, président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), qui détaille les grandes lignes de la pensée fédéraliste relatives à la création d'une Europe unie.

**Source:** Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. Décembre 1949, n° 8-9; 5e année. Paris.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"perspectives\\_federalistes\\_europeennes"\\_dans\\_cahiers\\_du\\_monde\\_nouveau\\_decembre\\_1949-fr-6053db3e-f3ed-42c0-b411-0d77aab8aa71.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## Perspectives fédéralistes européennes

Fait paradoxal et tragique : pendant qu'à Strasbourg l'unité européenne paraît se constituer dans un climat d'euphorie, l'Europe est plus déchirée, plus impuissante que jamais. Dans les Balkans : les menaces de guerre révolutionnaire se précisent. A Washington : la première phase de notre coopération économique se solde par un échec. On croit assister à une course affolante : d'une part, les forces de désagrégation et de « sauve-qui-peut ! » nationalistes ; d'autre part, celles de la solidarité nouvelle. Avec une autre image : les hommes qui essaient d'organiser l'Europe n'ont plus le temps matériel de peser toutes les conséquences de tous leurs gestes ; la nécessité historique, devenue nécessité immédiate, les talonne comme le feu d'une lande qui brûle. Il est vrai, hélas ! que tous les membres de l'Assemblée ne le sentent pas ainsi...

Mais si la première qualité requise est la vitesse et s'il est vrai que l'histoire restera toujours, en grande partie, de l'improvisation, cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux problèmes de demain et d'après-demain. Au contraire : « Être préparé, tout est là », comme disait Hamlet ; et, dans toute stratégie, il faut avoir fait son plan, ne fût-ce que pour pouvoir le changer en pleine bataille.

Que proposent les fédéralistes ?

Certainement pas des panacées, mais plutôt une attitude générale envers les problèmes contemporains, une conception de l'homme et de la société tels qu'ils devraient être et — je l'espère — un sens aigu du concret. Venus de tous les points de l'horizon politique et social, ils collaborent concrètement à la lumière de certains principes directeurs et dans la perspective d'un regroupement des forces européennes, au delà des vieilles controverses et des vieux partis pris.

Que disons-nous ?

Nous disons, avant tout, que l'unité européenne — sur laquelle tout le monde est d'accord maintenant, tout au moins du bout des lèvres — doit être politiquement forte, doit être vigoureusement organisée, doit prendre une structure durable. C'est dire qu'elle doit être fédérale. Nous pensons, en effet, que l'expérience de Genève et de Lake Success est décisive : la libre coopération entre États souverains ne résiste pas aux tempêtes de l'histoire, et par conséquent une Société des Nations européenne ne nous intéresse nullement.

Je m'explique : les nations de l'Europe ne sont pas des groupements jeunes et limités, comme le furent les États de l'Amérique du Nord à la fin du XVIIIe siècle. Elles s'opposent les unes aux autres par leurs traditions, leurs intérêts divergents, leurs instincts nationaux séculaires. Or, même les États-Unis ont eu besoin d'une Constitution fédérale et, pour l'imposer, il a fallu des hommes aussi clairvoyants et aussi énergiques que Madison et Hamilton. Combien cette nécessité est donc plus grande en Europe si nous voulons que l'unité de nos pays ne reste pas un mirage !

Certes, de grands progrès ont été faits dans différents domaines « fonctionnels », et surtout dans celui de la défense militaire, où le principe des forces armées nationales est sans doute abandonné à jamais. Mais, si nous voulons aussi procéder à l'intégration économique, à la création d'un marché continental unifié et libre de toute entrave, si nous voulons passer outre à des *vested interests*, à des intérêts nationaux ou régionaux, respectables, mais de portée limitée, est-il possible d'atteindre ces buts sans sacrifices ? et des sacrifices aussi substantiels s'obtiennent-ils sans intervention d'un pouvoir politique ?

Enfin, si le pouvoir politique est nécessaire — et, au fond, personne ne le conteste puisque les « minimalistes » se contentent de répéter le seul mot « prématuré », — envers qui ce pouvoir sera-t-il responsable ? Aurons-nous un pouvoir absolu et sans contrôle, comme c'est actuellement le cas en ce qui concerne la Commission militaire présidée par Lord Montgomery ? Est-ce le destin de l'Europe d'être gouverné soit par une « Commission américaine », comme le disait Paul Valéry, soit par une mafia de technocrates ou de hauts fonctionnaires supranationaux ? Nous voulons l'autorité politique européenne, l'exécutif fort et efficace ; mais nous voulons aussi qu'il travaille en plein jour et qu'il soit démocratiquement constitué, démocratiquement orienté et démocratiquement révocable, selon la volonté majoritaire des peuples européens. Bref, nous voulons la Démocratie fédérale européenne. Mais, si un cabinet européen, un

gouvernement européen ou, si vous le voulez, un « Comité de salut public » européen, est indispensable, de même qu'un contrôle démocratique organisé et un pouvoir législatif européen, où en sommes-nous avec ces revendications sur le plan concret du Conseil de l'Europe réuni à Strasbourg ?

Contrairement à certains autres, nous pensons que le Comité des Ministres, tout en ayant un certain pouvoir d'exécution (paralysé, il est vrai, par une procédure qui ressemble trop à la règle du veto), est loin de constituer la base, le point de départ et le noyau d'un tel organisme. En effet, il est composé de représentants nationaux chargés de défendre les intérêts de leur pays, et, d'ailleurs, ils n'ont aucune compétence spéciale dans les différents domaines qui seraient du ressort d'un pouvoir politique européen. Certes, il est parfaitement normal et légitime que les intérêts nationaux trouvent leurs défenseurs patentés dans l'ensemble d'une structure politique européenne. Mais un tel organisme serait en puissance, non pas un gouvernement (qui, à la limite, pourrait être composé uniquement de Luxembourgeois... à condition qu'ils soient les meilleurs spécialistes en matières coloniales, sociales, monétaires, etc., et qu'ils jouissent de la confiance générale), mais plutôt un sénat, ou ce qu'on appelle, en Suisse, le « Conseil des Etats ».

Le Cabinet européen doit donc être constitué en partant d'une autre base, et je pense, pour ma part, à l'avenir des institutions que l'Assemblée vient de se donner.

D'une part, il est acquis que l'Assemblée assure sa permanence, sa continuité, dans la période où elle ne siège pas : il serait en effet absurde qu'elle se sépare purement et simplement pour onze mois et que, dans l'intervalle, les événements marchent sans qu'elle ait la moindre emprise sur eux. Ainsi, on pourrait envisager la création d'une équipe comparable à celle des « États députés provinciaux », tels qu'ils fonctionnent en Belgique et en Hollande.

D'autre part — et cela facilitera beaucoup les choses — la présidence de l'Assemblée, en la personne de Paul-Henri Spaak, est certainement un élément politique durable ; lui-même jouit d'un grand prestige, et voilà un solide point de cristallisation qui devrait grouper autour de lui les spécialistes et les experts.

En tout cas : la chose est en marche !

Mais, si nous insistons particulièrement sur la nécessité de créer des organismes européens centraux, dans la phase actuelle, nous ajoutons tout de suite que nous sommes hostiles à la formation d'un nouveau super-Etat centralisé. Sans doute, certains problèmes contemporains échappent à la Démocratie nationale, comme, autrefois, les problèmes de l'heure échappaient à l'organisation féodale et régionale. Mais cela ne signifie nullement que tout contrôle de la chose publique échappe désormais à la compétence des citoyens. Cela signifie seulement que pour des questions précises et nettement délimitées — Défense, Monnaie, politique sociale, fiscale, etc. — une technique nouvelle, supranationale, doit être trouvée. Cela signifie que le nombre de nos responsabilités civiques augmente d'un nouveau cercle, plus large et plus éloigné de notre compréhension directe. En revanche, cela ne signifie, en aucune sorte, la fin de nos autonomies.

Je dis même : au contraire. Car, d'abord, idéalement, l'un doit compenser l'autre. L'exécutif et le législatif européens, dans la mesure où ils seront élus par le suffrage universel direct, ne permettront à l'homme de la rue qu'une appréciation fort vague des travaux en cours et des tendances qui s'affrontent. La part indispensable de technicité risque de susciter des campagnes électorales démagogiques, sur des thèmes trop généraux pour être concrets. Il faut donc qu'un renforcement du *self-government* à la base permette aux citoyens de faire leur éducation dans la vie publique.

Oui, il le faut...

Mais est-ce possible ? Je pense que oui. Car la Fédération européenne, qui amènera la dévaluation des frontières, amènera ainsi la dévaluation des Etats, c'est-à-dire de ces organismes nationaux, centralisés, souverains et arbitraires qui, de plus en plus, depuis longtemps, font une guerre sourde aux institutions communales et régionales. Elle amènera surtout : la souveraineté du Droit.

Un exemple frappant : celui des minorités ethniques. Depuis toujours, les nationaux centralisés ont essayé de

les réduire par la domination et par la prime à la dénationalisation. Ils n'ont pas réussi, mais ils ont empoisonné l'atmosphère en Europe. N'oublions pas que Sarajevo se situait au centre d'une *irredenta* nationale. Or comment un tel problème se posera-t-il en Europe fédérée ? Il ne se posera plus comme une controverse entre nationalité majoritaire et minoritaire, dans le cadre d'un seul État national centralisé, mais bien comme un statut à négocier entre groupements régionaux ou nationaux, qui, au sein de la Fédération européenne, seront tous, sans exception, minoritaires les uns par rapport aux autres : les Frisons aussi bien que les Hollandais, les Alsaciens comme les Français de l'« intérieur ». Le Fédéralisme, c'est non seulement la tolérance, mais encore, je dirai presque : la prime à la diversité ; et l'exemple de la Suisse le montre bien. Enfin, puisque le Fédéralisme croit aux organismes durables qui incarnent et garantissent certains principes et certaines aspirations, il fallait amorcer une institution dans ce domaine. C'est pourquoi la Cour des Droits de l'Homme, que l'Assemblée de Strasbourg voudrait voir naître, devra protéger un jour dans notre esprit non seulement les libertés fondamentales de l'individu, mais encore celles des communautés de quelque nature qu'elles soient. Elle les protégera contre toute tentative d'égalisation totalitaire, contre toute mise au pas.

La renaissance des communautés de base, seule assise d'une démocratie véritable, est encore possible pour d'autres raisons. On nous a souvent présenté la lutte entre l'autonomie locale et le gouvernement national comme un conflit entre les nécessités techniques du monde moderne et les survivances d'un passé, peut-être sympathique, mais agonisant. Cela cesse d'être vrai au delà d'un certain ordre de grandeur géographique. Cela cesse d'être vrai au moment où s'instituent de vastes organisations continentales, intercontinentales et mondiales. On peut encore avoir l'illusion d'administrer un pays, sous le contrôle illusoire d'un gouvernement et d'un parlement centraux, mais seuls les fous peuvent rêver d'administrer le globe. Car, en effet, des problèmes universels existent, comme celui de l'énergie atomique, de la distribution, du pétrole ou de la navigation. Mais ni sur le plan européen, ni, à plus forte raison, sur le plan mondial, on ne peut vouloir sérieusement un « gouvernement », une bureaucratie, dans le sens classique du terme, c'est-à-dire : susceptible d'organiser toute la vie collective de ses ressortissants. Les unités politiques que réclame notre époque sont trop vastes pour ne pas nécessiter une décentralisation radicale.

Ainsi le dépassement des États nationaux signifie un pas décisif vers ce démembrement du pouvoir étatique, préconisé déjà par Proudhon, ou, pour être plus positif, disons : vers cette multiplicité des pouvoirs qui succédera au pouvoir central unitaire dont nous souffrons actuellement.

Je vais d'ailleurs plus loin. Je sais que les ministères de ce que l'on appelle les « Économies nationales » aspirent à des planifications centralisées, entrant jusque dans les moindres détails d'application et organisant la vie économique selon un modèle unique. C'est à peine si certains pays aux fortes ascendances fédéralistes, comme la Suisse, comme les Pays-Bas, songent à un planning à la fois économique, social et urbaniste, basé sur les données provinciales et locales. Or de telles possibilités, bien loin de diminuer, augmenteront dans le cadre d'une Fédération européenne. Une fois les frontières transgressées pour établir l'unité économique de notre production houillère européenne, par exemple, le principe régional aura remporté une victoire, et l'on découvrira que dans cette partie du monde, aux richesses imprévues et aux caprices incessants, il n'y a pas seulement des États à fédérer. D'autres réalités se feront jour, et lorsque le bassin de l'Escaut — aujourd'hui partagé en trois par des frontières — retrouvera sa cohérence naturelle, il en découlera des conséquences inéluctables pour le planning européen. Un département économique européen, ne pouvant gérer tout d'en haut, devra recourir à la décentralisation et alors se trouvera en face non seulement d'un certain nombre d'États divisés en unités administratives plus ou moins arbitraires, mais encore devant les réalités régionales. Il ne pourra pas s'y soustraire et il déléguera donc de ses pouvoirs non seulement aux États constitutifs, mais encore à d'autres groupements de base, anciens ou modernes. Du moins, cette possibilité existe réellement si nous ne continuons pas à glisser sur la pente de nos paresse, si le Fédéralisme a assez de force pour combattre efficacement les routines étatiques de quelque nature qu'elles soient.

Mais un tel bouleversement des structures va poser un problème politique. Tout à l'heure, nous avons dit que l'Europe que nous envisageons est une Europe démocratique en même temps que fédérale. Cela signifie-t-il qu'on doive transposer sur le plan continental le système parlementaire national, avec tous ses défauts ? Là encore, je pense que ce serait une illusion de le croire. L'Europe Unie ne sera pas un État national agrandi, mais une organisation d'un type nouveau.

Essayons d'en esquisser les contours.

Selon nous, le pouvoir politique exécutif est d'une nature essentiellement arbitrale et non pas technique. Il doit décider dans les litiges entre intéressés; il doit veiller à sauvegarder la permanence du bien commun, tel qu'il est conçu par l'opinion publique à un moment donné. Mais, pour l'exécution des décisions prises, il devra s'appuyer sur des organismes fonctionnels, représentatifs de la vie économique, sociale et culturelle, qui, d'une part, peuvent lui faire des suggestions et, de l'autre, recevoir le mandat de mettre en pratique des projets votés. C'est ainsi seulement que l'on arrivera à l'interpénétration nécessaire entre la politique et la vie professionnelle. C'est ainsi que la vie des Assemblées, allégées de mille problèmes de détail, pourra se concentrer sur ce qui est vraiment d'importance capitale.

N'est-ce pas curieux, en effet, que les deux grandes révolutions de notre époque — bolchévisme et fascisme — aient toutes les deux cherché une solution décentralisatrice et fonctionnelle ? Qu'est-ce que les « soviets », à l'origine, sinon des organismes de démocratie directe ? Qu'est-ce que les « corporations », sinon un essai d'appliquer les principes d'un certain syndicalisme révolutionnaire ? Inutile d'ajouter que les deux tentatives ont échoué parce qu'elles allaient à l'encontre de la centralisation totalitaire, qui était le but des dictateurs. Car ceux-ci ont bien voulu d'une certaine décentralisation, mais à condition qu'elle permette au pouvoir central de mieux se faire obéir, à condition que le ferblantier, en votant en tant que ferblantier, oublie qu'il est encore et par-dessus tout, un citoyen aux opinions peut-être antigouvernementales. Et, en U. R. S. S., on permet (bien que de moins en moins, d'ailleurs) de discuter des problèmes de personnes ou d'exécution technique, dans les Soviets ; mais cela n'empêche que la Russie est chaque jour moins « soviétique »...

Ce que nous proposons est donc :

La création de Conseils économiques, sociaux et culturels, décentralisés selon les professions, et jouissant d'une grande autonomie d'exécution et d'initiative, mais pourtant soumis au pouvoir politique fédéral, seul compétent en dernière analyse.

Ainsi nous avons dit que les États nationaux sont devenus trop petits pour assurer aux peuples la sécurité, le bien-être et la démocratie. Mais nous disons en même temps — car cela n'est pas contradictoire : cela est complémentaire — que les États étaient depuis longtemps trop grands, trop constipés (si vous me permettez le mot), trop éloignés de la réalité humaine, trop absolus pour ne pas fausser cette réalité vivante. Et cela est vrai non seulement pour les domaines économique et politique, auxquels on pense d'abord, en général, mais aussi dans les questions culturelles, où un autre exemple se présente à l'esprit, analogue à celui du planning, que je citais tout à l'heure.

Regardons l'enseignement de l'histoire dite « nationale ». Nous sommes des étrangers les uns pour les autres. Même entre Scandinaves. Même au sein du Benelux. Je prends l'exemple de mon pays. Le hasard a voulu que la Hollande se présente aujourd'hui sur la carte avec les frontières qu'elle a prises, en n'ayant gardé de la Belgique flamande que la Flandre zélandaise. Or, tout manuel scolaire classique s'efforcera donc de prouver par voie d'autorité que ces frontières étaient « naturelles ». De même, les circonstances ont donné à la Hollande occidentale l'hégémonie des Sept Provinces après leur constitution en État indépendant, et tout manuel scolaire s'est, par conséquent, longtemps efforcé de prouver que cette Hollande maritime était prédestinée à ce rôle. On explique donc à nos enfants les vicissitudes, assez secondaires, des comtes hollandais pendant le Moyen Âge, alors que la Flandre et le Brabant restent *terra incognita*, bien que leur histoire médiévale soit infiniment plus riche et infiniment plus importante pour faire comprendre le devenir politique et moral du pays.

Je pense que la constitution d'une Europe fédérale pourra briser de telles camisoles de force nationalistes, qui enserrant l'esprit des hommes comme leur économie et qui leur font juger le passé par rapport et en fonction de la formation étatique du moment. L'élargissement de l'horizon amène en même temps la rupture d'une hypnose nationale, qui nous empêchait de voir certaines réalités de tout ordre. Ainsi le Fédéralisme européen nous enlève certaines œillères et permet une appréciation plus juste, une mise en valeur plus efficace, du domaine humain.

J'en conclus que l'attitude fédéraliste, bien loin de s'attacher à un seul aspect des choses, essaye de découvrir les solidarités humaines partout où elles se trouvent et de les organiser dans un cadre adéquat. J'en conclus enfin que le Fédéralisme s'efforcera toujours de voir les problèmes sous un angle humain et dans une perspective d'épanouissement moral et social, contraire aux partis pris et aux rétrécissements routiniers. Pluriforme par essence, le Fédéralisme est un mode de pensée à la fois institutionnel et émancipateur, traditionnel et révolutionnaire.

Car ces deux éléments, le statique et le dynamique, ont besoin l'un de l'autre. Toute tradition devient conservatisme sans souffle rénovateur. Et l'esprit révolutionnaire, sans normes, fait naître les insurrections, qui dégénèrent en anarchie ou en totalitarisme. Aucune construction fédéraliste ne sera solide sans conscience civique à la base, sans que les intéressés se sentent en même temps les « responsables ». Bref, si nous trouvons une morale à l'origine du Fédéralisme, c'est bien la morale que j'appellerais celle des responsables. Je m'y attarderai un instant, pour conclure.

Qu'est-ce qu'un « responsable » ?

C'est un être à la fois libre et obéissant. C'est, d'une part, celui qui refuse de se mettre à l'abri, derrière son supérieur, mais qui, en même temps, se déclare toujours prêt à se justifier de ses actes devant ce supérieur. C'est celui qui dit : « Pardon, laissez-moi faire, c'est ma responsabilité à moi », mais qui, le moment après, se mettra à la disposition de l'autorité compétente pour rendre compte de son œuvre. Et voilà pourquoi Fédéralisme implique une certaine notion de la hiérarchie. Hiérarchie souple, sans cesse renouvelée, mais hiérarchie tout de même, car nous pensons qu'aucune société ne peut subsister si elle ne se trouve dirigée par des équipes d'hommes et de femmes dont on n'appréciera pas seulement les compétences, mais aussi la force morale, en qui on trouve, incarnée de la façon la plus saisissante, cette conscience des responsables, justement, qui fait la cohésion du groupe.

Oui, nous avons conscience de rompre avec une certaine forme de l'égalitarisme. Car, si nous restons profondément attachés à l'idée de la dignité fondamentale, au respect que l'homme doit à son prochain en tant que tel, indépendamment de ses capacités physiques ou intellectuelles, cela n'exclut pas le sens des diversités humaines. Là où les uns se laissent vivre, d'autres refusent le fait acquis et ne s'inclinent pas devant le pouvoir temporel passager, puisqu'il leur paraît mettre en danger les valeurs qu'il est censé défendre. Ou, au contraire, en des moments d'anarchie totale, de tels hommes prennent la direction des choses et cristallisent autour d'eux un principe d'ordre, prêts d'ailleurs à faire jouer l'élément égalitaire que j'évoquais tout à l'heure, c'est-à-dire prêts à ne pas imposer du dehors, par un coup de main ou un viol psychologique, leur volonté et leur pouvoir.

Les « responsables », tels que nous les voyons devant nous, comme le cadre, le squelette de la société européenne future, seront à la fois critiquables à tout moment et solidement installés dans leurs fonctions par la confiance qu'on leur accorde, librement et pour un temps, mais cependant avec générosité. Le Fédéralisme n'est pas, en effet, la méfiance organisée, mais la confiance accordée à terme, pour l'exécution d'une tâche déterminée. C'est la création d'équipes de travail, solidement ancrées dans les groupements qu'elles représentent, révocables, mais capables d'exercer leur métier de dirigeants, à la fois profondément populaires et profondément conscients de leur force, de leur compétence, de leur devoir.

Ce sera aux responsables de faire l'Europe. On les attend. On a besoin d'eux.

Car, n'est-ce pas que la nostalgie des « hommes forts » est caractéristique de notre époque ? Et, certes, nous y trouvons un élément historiquement valable : la révolte contre l'anonymat d'une société qui ne se sent plus dirigée vers un but, qui ne se sent plus soulevée vers un idéal. Mais, si ce besoin de grandeur, d'inspiration et même d'obéissance, nous a menés aux pires catastrophes, c'est justement parce que, d'une part, les « chefs » et les dictateurs ne rendaient plus compte à personne de leur mandat, si ce n'est à une vague « Providence » qu'ils invoquaient sans y croire, et, d'autre part, parce qu'ils centralisaient toute responsabilité en eux-mêmes et que, loin d'avoir le besoin d'enrichir la société par ses diversités, ils la simplifiaient jusqu'à l'uniforme. Au contraire, le responsable, tel que nous le concevons, se soumet au

contrôle libre d'une opinion publique organisée pour une confrontation féconde, et il suscite autour de lui des activités, des autonomies nouvelles, de nouvelles communautés libres et ouvertes, dirigées fortement et joyeusement vers des destinées que personne ne soupçonne encore.

Voilà, en effet, la société européenne telle que nous la concevons : une société aux organisations et aux pouvoirs multiples, et où, en dernière analyse, chaque être humain aurait sa part de responsabilité personnelle dans la direction des affaires, que ce soit dans la sphère de la vie politique, de la vie professionnelle, de la vie spirituelle ou culturelle, publique ou privée.

Or le départ vers de telles perspectives devient enfin possible. Alors que le Fédéralisme avait lutté, depuis longtemps déjà, en différents domaines, contre l'emprise de l'État national, souverain et suprême maître, il voit maintenant la possibilité concrète de percer, puisque, avec la naissance de l'unité européenne, de nouveaux problèmes vont surgir, qui vont réclamer des solutions, conçues selon un esprit nouveau. C'est ici notre grande chance, mais aussi notre lourde responsabilité. Car il ne faut pas que les fédéralistes se contentent d'affirmer leurs positions doctrinales ; il faut surtout qu'ils les appliquent dans le concret, qu'ils réalisent dans leur esprit les réformes nécessaires, avant de les mettre en pratique, qu'ils pensent l'Europe future avant de contribuer à la créer. L'immense effort à faire, il faut le prévoir et s'y préparer.

Or les forces révolutionnaires et traditionnelles, novatrices et transformatrices, existent-elles encore en nos pays ? J'avoue que j'en ai douté quelquefois. Les immenses machineries bureaucratiques nous tellement habitués à nous plier devant les décisions venues d'en haut et qu'aucune démocratie effective ne contrôle plus. L'Etat, les grandes organisations de toutes sortes, trusts, technocraties, production massive et déshumanisée, tout cela nous a réellement énervés. Les paradis artificiels du film hebdomadaire (le plus souvent abrutissant) et la lecture de « digests » qui voudraient nous éviter tout travail de recherche personnelle, comment, en effet, y résister ? Comment ne pas perdre l'habitude de l'effort émancipateur, si l'homme, l'individu, se trouve impuissant devant les gigantesques concentrations de force que sont les différents « appareils » d'administration ? Comment ne pas désespérer, lorsque nous vivons à une époque où le style manque, où la foi est vacillante, où aucune perspective ne semble s'offrir ?

Et pourtant nous ne pensons pas que les deux grands besoins de l'humanité soient éteints au cœur des jeunes générations, qui font semblant d'être sceptiques et qui ont raison de l'être devant ce qui se présente à leurs yeux. Les deux grands besoins que j'appellerai : le besoin d'intimité et le besoin de grandeur.

Grandeur d'une Europe, incomparablement riche en ressources, et qui va se libérer de ses entraves. Grandeur d'une Europe puissante, qui se réveille de son asphyxie nationaliste et qui pourrait devenir, par l'immensité de ses moyens, le facteur déterminant dans les affaires du monde.

Et en même temps : intimité des communautés restreintes, où la vie est à la mesure de l'homme et où la liberté, le *self-government*, sont encore possibles. Renaissance, en Europe, de la communauté familiale d'abord, car combien les totalitaires ont raison, de leur point de vue, lorsqu'ils veulent avant tout réduire celle-là. Mais aussi : renaissance d'une vie communale, régionale, professionnelle et spirituelle, qui se donnera de nouvelles formes, correspondant à notre époque de ciment et d'acier, de l'avion et de l'énergie atomique. Car ce n'est pas seulement dans le passé, aussi glorieux soit-il, que nous cherchons la promesse de solidarités humaines, c'est aussi dans le cadre offert par la technique moderne, par une mécanisation qui enfin doit cesser d'être l'ennemie de l'homme et qui, conduite à son terme, pourra libérer l'homme d'un travail d'esclave.

Nous pensons, enfin, que le problème de l'organisation mondiale ne peut être résolu sans l'Europe, vigoureuse médiatrice, sans l'Europe unie. Nous pensons que, si le genre humain est capable de dominer les forces de production contemporaine, la contribution des peuples européens peut être décisive. Mais, dans le démembrement, ils n'en trouveront plus l'occasion. Bref, nous pensons que le rôle de l'Europe n'est pas terminé, mais que, pour le remplir, l'unité économique et politique est la condition préalable. Préalable, mais pas suffisante. Car une Europe, même unie, même fédérée, même douée d'une Constitution brillante, n'est rien sans la conscience d'une mission à accomplir, d'une justice à instaurer, d'un exemple à donner au monde.

L'Europe est-elle encore assez riche en sève, en vitalité, pour entreprendre une tâche aussi vaste ? Personne ne saurait le dire, mais il suffit de connaître sa vocation et de savoir qu'il n'est pas d'autre issue en dehors de celle-là.

Voilà ce que j'avais à dire. J'espère vous avoir fait comprendre quelques aspects de cette pensée fédéraliste qui oriente notre action.

Vous devinerez maintenant pourquoi certains chevronnés de la politique trouvent irritant que nous soyons si difficiles à classer, à droite, à gauche ou au centre, selon les dénominations classiques, mais un peu fantaisistes. On nous trouve de dangereux révolutionnaires et, en effet, nous le sommes, à l'égard de ce que Charles Péguy appelait le « désordre établi ». On nous trouve également d'affreux réactionnaires, parce que nous préférons une certaine hiérarchie à un certain égalitarisme. On nous trouve déconcertants, parce que nous plaidons à la fois pour une décentralisation territoriale et fonctionnelle et pour la création de vastes unités embrassant quelquefois même l'ensemble du globe. On nous a traités d'autoritaires, parce que nous disons que le pouvoir est un élément essentiel et positif de toute organisation humaine. Mais nous semblons des anarchistes si nous ajoutons que le pouvoir est aussi un élément corrompteur, qu'il faut limiter et équilibrer par d'autres pouvoirs concurrents. Amis de l'esprit d'initiative, nous passons pour des libéraux. Mais, quand nous ajoutons que l'homme a le devoir d'ordonner, d'harmoniser, de diviser le travail selon un plan mûrement réfléchi, capable de nous garantir des spéculations absurdes et des crises catastrophiques, nous sommes classés « dirigistes ». Insistant sur la morale qui forme la base de toute politique digne de ce nom, nous devenons, pour certains, des « cléricaux » ; souples dans la méthode, nous paraissions opportunistes ; solides en notre conviction, c'est notre esprit doctrinal que nous entendons accuser.

La vérité, c'est que, pour nous, une seule aspiration compte : défendre l'homme contre tout ce qui pourrait le détourner de sa vocation propre, contre tout ce qui entrave l'épanouissement de sa personne. Contre toutes ces menaces, nous mobilisons les forces en présence, que ce soit l'autorité publique contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ou l'initiative populaire contre l'État, créant ainsi un équilibre sans cesse à renouveler. L'homme allié à l'homme — et c'est là précisément le « *foedus* », l'alliance durable dont la notion est à la base du mot « Fédéralisme » — est plus fort que les puissances aveugles qui, autrefois, furent son œuvre et furent, sans doute, nécessaires et bienfaisantes, mais qui, à présent, risquent de le rendre esclave.

Et, enfin, vous comprendrez maintenant pourquoi les fédéralistes sont si passionnément attachés à l'œuvre européenne, qui, préparée dans une suite de congrès et de rencontres, prit corps sous une forme organique, ici, à Strasbourg. Dans le devenir européen, nous avons été bien souvent un élément moteur, une source d'inspiration et de pensée pratique. Mais le plus dur du chemin est devant nous.

Déjà, çà et là, on entend les voix hésitantes et inquiètes, qui contrastent avec le climat d'euphorie qui parut régner au début. Au moment de bâtir l'avenir nous payons lourdement les misères de nos erreurs passées. Obligés de mendier à Washington un secours indispensable, mais précaire, et obligés de mendier dans la dispersion et la concurrence, nous paraissions plus éloignés que jamais de notre unité qui aurait fait notre force, plus éloignés aussi de ce renouveau social, condition de renaissance européenne.

Certes, nous devons travailler dans le monde tel qu'il est et avec les hommes qui s'offrent. Toute révolution est déchaînée par l'Ancien Régime lui-même. La mission du Fédéralisme sera de l'orienter, de l'inspirer et de la pousser au-delà des laideurs d'un monde sans âme, vers l'avenir <sup>(1)</sup>.

HENRI BRUGMANS.